

REPUBLIQUE DU BURUNDI

Le Conseil National
« CNARED-GIRITEKA »



REPUBLIKA Y'UBURUNDI

Inama nkuru y'Igihugu
« CNARED-GIRITEKA »

DECLARATION RELATIVE AU REFERENDUM SUR LA CONSTITUTION.

Du 4 au 7 janvier 2018, le Directoire du CNARED-GIRITEKA s'est réuni en une session extraordinaire pour analyser la situation politique qui prévaut au Burundi après le début de la campagne du référendum sur la constitution. Au terme de cette session, le CNARED-GIRITEKA rend publique la position suivante :

1. Le 12 décembre 2017, à Bugendana, Monsieur Pierre Nkurunziza, le Président de facto du Burundi, a lancé une campagne pour un référendum sur la Constitution.
2. Le but de ce referendum est d'enterrer définitivement « l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi » et de mettre en place une nouvelle Constitution qui instaure une dictature d'une autre époque, et consacre le dictateur Pierre Nkurunziza, Président à vie du Burundi.
3. L'abolition gratuite de ce pacte de cohabitation qui avait pourtant fait ses preuves en permettant une cohabitation pacifique des burundais, du jamais vu depuis l'indépendance du pays, sonne ainsi la fin des pourparlers inter burundais qui étaient en cours à Arusha.
4. Ces pourparlers que le CNARED et la communauté internationale avaient appelés de tous leurs vœux avaient justement pour but, le sauvetage de l'Accord d'Arusha et de la Constitution qui en était issue, textes foulés au pieds par Pierre Nkurunziza, ce qui a déclenché la grave crise sociale, politique, économique et humanitaire que connaît le Burundi depuis avril 2015.
5. Dès lors le CNARED-GIRITEKA constate avec amertume que le Burundi court le risque de replonger et de s'installer hélas dans les affres d'une guerre civile injuste et injustifiée, Monsieur Pierre Nkurunziza ayant pris unilatéralement l'option de tourner le dos au dialogue, en légitimant ainsi l'option des groupes armés comme le FNL, le FOREBU, le RED-TABARA et le FPB qui ont choisi, malgré eux, de recourir au besoin à la force pour restaurer la loi et la légalité constitutionnelle.

6. Le CNARED-GIRITEKA, condamne donc avec énergie, ce référendum de tous les dangers et déclare que le résultat de cette mascarade ne l'engagera aucunement.
7. Le CNARED-GIRITEKA demande au peuple burundais dans son ensemble de boycotter ce référendum qui va replonger le Burundi dans un monopartisme inacceptable et dans une guerre civile quasi certaine.
8. Le CNARED-GIRITEKA demande aux garants et /ou cosignataires de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, ceux-là même qui étaient à Arusha le 28 Août 2000, de se réunir en urgence afin d'honorer leur engagement de protéger cet Accord qui est un rempart pour la paix et la stabilité du Burundi.
9. Le CNARED-GIRITEKA demande aux mêmes garants et ou cosignataires de l'Accord d'Arusha de prendre des sanctions drastiques contre le pouvoir de Bujumbura qui veut replonger le Burundi dans une guerre civile qui conduira sans aucun doute à une déflagration qui retentira sur toute la sous-région.
10. Le CNARED-GIRITEKA demande aux forces de défense et de sécurité burundaises de se lever comme un seul homme pour prémunir la nation de cette menace d'une guerre civile, en protégeant L'Accord d'Arusha et la Constitution qui en est issue.
11. Ces forces de défense et de sécurité doivent comprendre que ce référendum qui risque de déclencher une guerre civile les concerne au plus haut point et que leur devoir sacré est d'agir pour arrêter la poursuite de la descente aux enfers du Burundi avant qu'il ne soit trop tard.
12. Pour barrer la route à ce référendum de mauvais augure, un Forum Citoyen constitué par le CNARED, la société civile, la diaspora ainsi que toutes les forces vives de la nation burundaise opposées au diktat de l'oligarchie de Monsieur Pierre Nkurunziza doit être constitué dans les meilleurs délais.
13. Le CNARED-GIRITEKA demande enfin à la Cour Pénale Internationale de La Haye d'accélérer la procédure de traduire devant sa juridiction les auteurs des crimes contre l'humanité commis au Burundi. La CPI doit comprendre que la perspective d'une Présidence à vie du dictateur Pierre Nkurunziza sera imposée dans le sang.

Fait à Bruxelles, le 07 janvier 2018

Pour le CNARED-GIRITEKA

Dr. Jean Minani

Président.

